



Cahier d'acteur de Green Capital

Consultation sur le plan national d'adaptation au changement climatique

Objet :

Préconisations d'actions prioritaires à mettre en œuvre rapidement pour agir efficacement en faveur de l'adaptation au changement climatique.

Synthèse :

Green Capital agit depuis 15 ans pour la transition écologique, considérant l'environnement comme un capital commun et s'appuyant sur des outils normatifs pour orienter l'économie vers des acteurs à impact positif.

L'entreprise souligne l'urgence d'une mobilisation rapide et collective, impliquant citoyens, organisations, collectivités et État, avec des rôles complémentaires pour chacun.

Elle propose des solutions concrètes comme des contrats d'avenir pour mutualiser les risques, l'implication citoyenne via des conventions locales, et l'utilisation de l'IA pour anticiper les priorités d'adaptation.

Des incitations fiscales et la relocalisation des productions agricoles et industrielles sont préconisées pour assurer la souveraineté alimentaire, énergétique et économique face au changement climatique.

Green Capital insiste sur la promotion des transports doux et l'intégration des assureurs dans la gestion des risques climatiques pour protéger la population et limiter les coûts des crises futures.

Introduction :

Green Capital est une société qui considère l'environnement comme capital commun au sens sociologique en référence aux travaux de Pierre Bourdieu.

Depuis 15 ans, nous mettons les outils normatifs au service des enjeux de transition comme les réglementations liées aux titres de paiement. Nous fléchons l'activité économique vers les acteurs à valeur ajoutée transitive et agissons par l'expérience sur la modification des habitudes et des comportements.

Nous contribuons ce jour au débat sur la base de nos expériences.

Nous attachons une attention particulière à ce que les solutions apportent des bénéfices au commun, comme à chacun.

La prise de conscience de la nécessité d'agir a été longue, **il faut maintenant faire prendre conscience qu'il faut agir rapidement.**

En 2009 Jean-Marc Jancovici titrait « C'est maintenant ! 3 ans pour sauver le monde »

Nous sommes déjà 15 ans plus tard.

La mobilisation doit être rapide, et à tous les niveaux d'action, pour les personnes comme pour les organisations.

Il est nécessaire de cartographier les besoins et les impacts et de mettre rapidement en œuvre les actions à effet immédiat, dites "sans regrets".

Nos suggestions dans le détail :

Axe 5 : Mobiliser les forces vives de la Nation pour réussir l'adaptation au changement climatique

Il faut donner un cap intangible et montrer que tout le monde est impliqué.

Il est nécessaire de donner aux Régions un rôle de chef de file, à l'État un rôle de facilitateur, aux organisations et aux citoyens un rôle d'acteurs et aux collectivités locales un rôle de faiseur de liens.

Nos suggestions :

- Mutualiser le risque engendré par les transitions à opérer au sein des entreprises en mettant en place des contrats d'avenir multi partite ou chacun prend des engagements vis-à-vis de l'autre au bénéfice de tous.
Cela peut être le cas par exemple pour l'adaptation des exploitations agricoles au changement climatique avec des contrats liant les distributeurs, les agriculteurs et les consommateurs.
- Favoriser la mise en œuvre et l'expérimentation de nouveau modèle de coopération par les procédures d'accord, de participation, et de mise en réseau accélérées.
- Mettre en mouvement des conventions citoyennes locales pour l'adaptation afin d'inclure les citoyens dans la démarche.
- Travailler sur les aspects de psychologie pour faire changer les comportements et aller plus vite (ex: Nudges, etc...).
- Miser sur les comités de quartier et les CIL pour avoir une approche locale de la mise en mouvement (solutions pensées et mises en œuvre par les habitants).

- Faire un état des lieux des ressources de toutes natures disponibles pour accompagner le changement (temps à allouer, outils mis en communs...) et des besoins des acteurs pour aller plus vite et favoriser leur mise en relation.
- Faire travailler l'IA sur la modélisation des scénarios d'adaptation et de résilience pour penser plus rapidement et plus loin et éviter les risques de DNSH (ex : quelle stratégie pour la forêt face à la multiplication des risques d'incendies (type de coupe, corridor, mélange d'essence, bandes cultivées).
- Faire travailler l'IA sur des modèles prédictifs pour anticiper et fixer les priorités.

Il faut également mettre en œuvre tous les outils possibles y compris taxes et incitations fiscales, pour mobiliser à tous les niveaux.

Nos suggestions :

- Adapter la fiscalité à la transition avec des bonifications comme le sur-amortissement des investissements profitables à la transition.
- Donner aux citoyens la possibilité de pouvoir contribuer à la lutte et à l'adaptation.
- Rendre le travail pour la nature exonéré de cotisation (travail pour une structure privée ou public dans le sens de l'intérêt général), et/ou générateur de crédit d'impôt (ex : participer à la création de haies chez un agriculteur ouvre un droit à un crédit d'impôt pour service rendu aux écosystèmes, etc...).
- Tenir une comptabilité des externalités positives et négatives de chaque projet qui rend compte de leurs impacts sur la nature à long terme (comptabilité verte).
- Attribuer des réductions d'impôts et crédits d'impôts sur les sociétés en cas de bénéfices pour la nature et des augmentations en cas de résultat déficitaire en comptabilité verte.
- Conférer une valeur juridique et normative à la Tracc pour inciter tous les acteurs à suivre le mouvement.
- Conditionner la réalisation des travaux et projets à la prise en compte de la Tracc.
- Mettre toutes les actions entreprises par les organisations au diapason de l'adaptation et de la lutte contre le changement climatique. Il s'agit d'orienter l'économie vers des investissements à tous les niveaux et dans toutes les dépenses vers ces objectifs. Chaque dépense doit intégrer ces objectifs, même si elles représentent un surcoût sur le moment. Chaque geste, qu'il s'agisse du changement d'une étiquette de boîte aux lettres, ou de la construction d'un nouveau porte Avion doit intégrer les meilleures pratiques.

Il faut créer une économie de guerre adaptative, ou 1 euros investi donne 10 euros d'économie de dégâts*.

*Centre de ressources pour l'adaptation au changement climatique, *S'adapter, ne rien faire... combien ça coûte ?* / Global Commission on Adaptation, *Adapt now: a global call for leadership on climate resilience*, Septembre 2019.

Nos suggestions :

- Les surcoûts doivent être considérés comme des investissements d'avenir, sortes de cotisations de retraite adaptatives. Ils doivent pouvoir être comptabilisés et valorisés par les entreprises comme par les ménages.
- Il est également capital d'accompagner les plus modestes dans la transition en prenant en charge la surcharge financière que représente l'adaptation.

Axe 3 : Adapter les activités humaines : assurer la souveraineté alimentaire, économique et énergétique de notre pays à +4°C

Il faut relocaliser et adapter les chaînes de valeur et les chaînes de production au changement climatique et à la résilience des territoires.

Nos suggestions :

- Faire baisser les émissions liées aux intrants et aux transports en relocalisant les productions agricoles et en appliquant des méthodes d'agriculture plus responsables (agroécologie) et une consommation plus locale ; les systèmes concentrés sont les plus résilients car la proximité demande moins d'énergie.
- Lier assurance, santé, climat et alimentation puisque le changement climatique a des conséquences dans tous ces domaines.

Axe 2 : Assurer la résilience des territoires, des infrastructures et des services essentiels

Il faut impérativement favoriser les modes de transport doux qui sont bénéfiques pour la santé, comme en témoigne l'étude (unité PACRI Pasteur CNAM) sur le potentiel inexploité du vélo en matière de santé et de climat en France.

<https://doi.org/10.1016/j.lanepe.2024.100874>

Notre suggestion :

- Mettre tous les moyens possibles pour transférer les modes de déplacement vers les transports doux et décarbonés. La marche et le vélo en particulier, en levant tous les freins à leurs pratiques comme par exemple :
 - Sécuriser la pratique en ville et hors agglomération (séparateurs de voies, parcours continu...).
 - Favoriser les investissements qui permettent de garantir l'hygiène des personnes qui font le trajet domicile travail en vélo par la prise en compte comme investissements sur-amortissables la création de douches en entreprises.

Axe 1 : Protéger la population des effets du changement climatique

Notre suggestion :

Il faut intégrer les assureurs et le financement assurantiel dans la PAC pour construire avec l'ensemble des acteurs un système de garantie soutenable pour tous.

Il faut anticiper et investir massivement sur l'adaptation pour réduire au maximum la charge du dédommagement.